

De l'impact économique des plages

Jean Lacoursière
Québec, novembre 2010

« *Il n'y a pas rien que des parcs qu'il faut faire, je trouve ça beau, des parcs, mais aussi, il faut créer des jobs.* »

- Ross Gaudreault, pdg du Port de Québec¹

“*Anything that harms the beach harms the economy.*”

- Economics of Florida's beaches²

Avant l'éclosion récente des algues bleues dans un nombre alarmant de lacs, il était plutôt rare au Québec d'entendre parler de l'impact économique des parcs ou des plages dans une région. Pourtant, la chose est documentée depuis longtemps dans d'autres pays, particulièrement chez nos voisins du sud où la fréquentation des plages et plans d'eau est reconnue pour entraîner des retombées économiques importantes.

Les plages contribuent aux économies locales de multiples façons: 1) elles augmentent la valeur des propriétés; 2) elles stimulent le commerce, le revenu et l'emploi grâce aux dépenses des résidents et visiteurs; 3) elles augmentent les revenus des gouvernements via l'augmentation des taxes perçues.

La littérature abonde de données à ce sujet². Aux États-Unis, le tourisme est le secteur industriel qui génère le plus d'emplois et de revenus étrangers. Les États côtiers reçoivent la plus grande portion de ces revenus (environ 85 %), simplement parce que leurs plages sont la destination touristique préférée. En fait, le nombre de visiteurs des parcs et sites récréatifs dans l'ensemble du pays est inférieur au nombre de visiteurs sur les plages. Par exemple, les visiteurs à Miami Beach sont plus nombreux que ceux à Yellowstone, au Grand Canyon et Yosemite réunis. Pas étonnant que la Floride protège la beauté et le sable de ses plages par une loi. L'apport de sable sur les plages érodées, ou *beach nourishment*, est une activité courante et payante : le gouvernement fédéral reçoit davantage en taxes de la part des touristes à Miami Beach que ce qu'il lui en coûte pour entretenir les plages de l'ensemble du pays! Pour l'État de la Floride, chaque dollar investi dans la protection des plages publiques rapporte 8 \$ en taxes payées par les visiteurs. Pour Miami Beach, l'économie reçoit 700 \$ d'argent neuf à chaque dollar investi en entretien des plages².

Dans une étude menée au département d'économie de la San Francisco State University³, les chercheurs King et Symes concluent que sans les plages californiennes, les produits intérieurs bruts (PIB) de la Californie et des États-Unis diminueraient respectivement de 5,5 et 2,4 milliards, tandis que les pertes économiques (pertes de retombées directes, indirectes et induites) seraient respectivement de 8,3 et 6,0 milliards. Il s'agit là de pertes nettes, en ce sens qu'elles représentent l'intention des utilisateurs des plages de dépenser leur argent en dehors de la Californie ou des États-Unis advenant la disparition des plages californiennes. Ces chiffres sont astronomiques par rapport à ce qu'il en coûte annuellement au gouvernement fédéral pour la protection des berges californiennes, soit entre 12 et 18 millions seulement. Ce coût d'entretien est en fait 20 fois inférieur aux revenus perçus directement sous forme de taxes par le fédéral (299 millions) grâce à l'activité économique générée par ces plages.

Les résultats d'une autre étude, qui a l'avantage de ne pas se restreindre à un État chaud comme la Floride, montre des chiffres étourdissants. En 1994, le *U.S. Army Corps of Engineers* a estimé les retombées économiques de la fréquentation des sites récréatifs situés sur les rives des plans d'eau sous sa juridiction⁴ : les visiteurs y dépensent en moyenne 64 \$ US en comparaison de chaque dollar consacré au fonctionnement et à

l'entretien des sites. Pour les États, ce chiffre est par exemple 262 \$ (Wisconsin), 242 \$ (New York), 181 \$ (Floride), 111 \$ (Michigan) et 106 \$ (Minnesota).

Une dernière et très récente étude⁵ de l'université Ryerson de Toronto s'est penchée sur l'impact économique des plages situées entre Sarnia et Tobermory le long du lac Huron en Ontario. Les sondages de cette étude révèlent que les résidents et les visiteurs dépensent respectivement 9-12 \$ et 42-56 \$ localement (< 50 km) par jour passé à la plage. À l'extérieur d'un rayon de 50 km, les visiteurs y dépensent quotidiennement 29-39 \$.

Références

1. www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2007/10/23/001-port_quebec_expansion.shtml
2. Economics of Florida's beaches: The impact of beach restoration, Catanese Center for urban and environmental solutions at Florida Atlantic University (2003), 141 pages. L'article contient une revue de littérature et une abondante bibliographie; disponible sur www.dep.state.fl.us/beaches/publications/pdf/phase1.pdf.
3. The Potential Loss in Gross National Product and Gross State Product from a Failure to Maintain California's Beaches, Department of Economics, San Francisco State University, Report prepared for the California Department of Boating and Waterways (2003). <http://userwww.sfsu.edu/pgking/Econ%20Impact%20of%20Out%20of%20State%20and%20For%20tourism%20v7.pdf>
4. Economic effects of recreation at U.S. Army Corps of Engineers Water Resources Projects, U.S. Army Corps of Engineers (1996), cité dans www.mddep.gouv.qc.ca/eau/recreative/consequence.htm.
5. Determining the Economic Impact of Beaches: Lake Huron Shoreline from Sarnia to Tobermory, Report summary, R. Dodds, Ted Rogers school of management, Ryerson University (15 April 2010) http://www.abca.on.ca/downloads/EconomicImpactBeaches_1.pdf.